

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

**DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

DATE DE CONVOCATION : 3 octobre 2023

DATE DE PUBLICATION : 11 octobre 2023

*L'an deux mille vingt-trois, le dix octobre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAI-AHMADI – Mme SOW – M. JOLIVET – M. LALOT - M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU – M. BALABAN

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme BAYRAM à Mme HEUGUES
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. TAVARES à M. BARAY
- M. TOUANE à Mme RASAMOELY
- Mme PERIERS à M. FAURE

**ABSENTS :**

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA

**EXCUSÉS**

- Mme PRIEUX

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Modification des modalités de mise en œuvre du télétravail**

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 10 octobre 2023

**OBJET :**  
**Modification des modalités de mise en œuvre du télétravail**

**Directeur de secteur** : Mme Laurence SURIEU

**Service** : Direction des Ressources Humaines

**Affaire suivie par** Mme Laurence SURIEU

**Mme Heugues** : Par délibération du 23 novembre 2021, la commune a décidé de la mise en œuvre du télétravail au sein des services municipaux et en a fixé les modalités. Il a notamment été décidé de déterminer une liste de fonctions éligibles au télétravail.

Aujourd'hui, il convient de faire évoluer cette liste, en prévoyant que les emplois de secrétaires médicales du Centre Municipal de Santé font désormais partie de ceux qui sont éligibles au télétravail.

Cette organisation permettra un aménagement du temps de travail des agents concernés, qui pourront par roulement se consacrer à l'accueil téléphonique et à la prise de rendez-vous depuis leur domicile, tandis que la secrétaire présente sur site pourra être pleinement opérationnelle sur l'accueil physique de la patientèle.

Les autres modalités de mise en œuvre du télétravail précisées dans la délibération du 23 novembre 2021 restent inchangées.

Il est notamment rappelé que la quotité des fonctions pouvant être exercées sous forme de télétravail ne peut en principe être supérieure à un jour par semaine, en accord avec le responsable de service.

Il est proposé de valider cette modification des modalités de mise en œuvre du télétravail au sein de la collectivité.

Cette proposition a été validée par le CST dans sa séance du 26/09/2023.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133,

**Vu** le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature;

**Vu** le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

**Vu** la délibération du 23 novembre 2021 ;

**Vu** l'avis du comité social territorial en date du 26 septembre 2023 ;

**DECIDE** de modifier l'article 1 de la délibération du 23 novembre 2021 comme suit :

**Article 1 : Fonctions éligibles au télétravail :**

Les fonctions éligibles au télétravail sont les suivantes :

Pôle	Services	Emplois
Direction générale des services	Développement urbain	Instructeur
Direction générale des services	Développement urbain	Responsable de service
Direction générale des services	Service financier	Responsable de service
Direction générale des services	Service financier	Responsable adjointe de service
Direction générale des services	Service financier	agent comptable
Direction générale des services	Service financier	Responsable exécution budgétaire
Direction générale des services	Secrétariat du Maire	Collaborateur de cabinet
Direction générale des services	Secrétariat du Maire	agent administratif
Direction générale des services	Service communication	Responsable de service
Direction générale des services	Service communication	Webmaster
Direction générale des services	Service communication	journaliste
Direction générale des services	service du personnel	Conseiller en prévention
Direction générale des services	service du personnel	Gestionnaire RH
Direction générale des services	service du personnel	Responsable de service
Direction générale des services	Centre Municipal de santé	Responsable de service
<b>Direction générale des services</b>	<b>Centre Municipal de santé</b>	<b>Secrétaires médicales</b>
Direction générale des services	Subventions et financements de projets	Chargé des subventions et financements de projets
Pôle action sociale et famille	Direction de pôle	Directeur de pôle
Pôle action sociale et famille	Direction de pôle	Directrice adjointe
Pôle action sociale et famille	Direction de pôle	Assistante de direction
Pôle action sociale et famille	Crèche municipale	Responsable de service
Pôle action sociale et famille	RAM	Educatrice
Pôle action sociale et famille	CCAS	Agent social
Pôle action sociale et famille	SEMURPA	Animatrice
Pôle action sociale et famille	SEMURPA	Agent administratif
Pôle action sociale et famille	Enfance et famille	Responsable de service
Pôle action sociale et famille	Logement	agent administratif
Pôle affaires générales	Services à la population	Responsable de service
Pôle affaires générales	Direction	Directeur de pôle
Pôle affaires générales	Affaires générales	Agent administratif
Pôle affaires générales	Commande publique	Responsable de service
Pôle affaires générales	Commande publique	Agent administratif
Pôle affaires générales	Tourisme	Agent administratif
Pôle affaires générales	NTIC	Responsable
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Maison des associations	Agent administratif
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Maison des associations	Responsable de service
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Médiathèque	Responsable de service
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Médiathèque	Adjointe au responsable
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Sports	Responsable de service
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Piscine	Assistante de direction
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Piscine	Responsable de service
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Service jeunesse	Responsable de service
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Direction de pôle	Directeur de pôle
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Direction de pôle	Directrice de pôle adjointe
Pôle solidarité de proximité et citoyenneté	Service culturel	Responsable de service
Pôle technique et développement durable	Direction	DST
Pôle technique et développement durable	Centre Technique Municipal	Responsable de service
Pôle technique et développement durable	Centre Technique Municipal	Agent administratif
Pôle technique et développement durable	Espaces verts et propreté	Responsable de service
Pôle technique et développement durable	Logistique et espace public	Responsable de service



Pôle technique et développement durable	Bâtiments et garage	Responsable de service
Pôle technique et développement durable	Environnement	Responsable de service
Pôle Vie scolaire	Direction	Directrice adjointe
Pôle Vie scolaire	Direction	Directeur de pôle
Pôle Vie scolaire	Service périscolaire	Coordinatrice périscolaire
Pôle Vie scolaire	Service périscolaire	Directeur périscolaire
Pôle Vie scolaire	Service entretien et restauration	Responsable de service
Pôle Vie scolaire	Service scolaire	Responsable de service
Pôle Vie scolaire	Service scolaire	agent administratif
Pôle Vie scolaire	Service ATSEM	Coordinatrice ATSEM

**PRECISE** que les autres articles de la délibération du 23 novembre 2021 restent inchangés.

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>30</b>	
Votes pour	<b>30</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

